Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2016-297** **07/04/2016**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 11

Objet : Appel à candidatures : 11 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Alimentation, Environnement, Travail (ANSES) :

1 poste de coordinateur(rice) de l'évaluation scientifique des risques biologiques dans les aliments (contractuel de catégorie A) à MAISONS-ALFORT (94).

Agence de Services et de Paiement (ASP) :

1 poste de directeur(rice) - chargé(e) du secrétariat permanent du comité de gouvernance informatique (SPCGI) et de la mission de gouvernance et de sécurité des systèmes d'information (MGSSI) (catégorie A) à LIMOGES (87).

Conservatoire du littoral :

1 poste de chargé(e) de mission pilotage et analyse budgétaire au service budget et contrôle de gestion (catégorie A) à ROCHEFORT (17).

1 poste de chargé(e) de mission au sein du pôle patrimoine délégation Corse (catégorie A ou agent contractuel) à BASTIA.

1 poste de chargé(e) de mission au sein du pôle patrimoine délégation Provence-Alpes-Côte d'Azur (catégorie A ou agent contractuel) à AIX-EN-PROVENCE (13).

Ecole Nationale Supérieure de Paysage de Versailles :

1 poste de responsable de la fonction mécénat (F/H) (catégorie A+ ou agent contractuel) à VERSAILLES (78).

FranceAgriMer (FAM) :

1 poste d'adjoint(e) au chef du service Arborial (catégorie A) à MONTREUIL (93).

Institut National d'Etudes Démographiques (INED) :

1 poste de Data-manager et gestionnaire de bases de données SAS au service des enquêtes et des sondages (F/H) (catégorie A ou agent contractuel) à PARIS (75).

Météo France :

1 poste de directeur(rice) des ressources humaines (catégorie A+) à SAINT-MANDE (94).

Office National des Forêts (ONF) :

1 poste de chef(fe) du service forêt - adjoint(e) au directeur d'agence des Hautes-Pyrénées (catégorie A) à TARBES (65).

1 poste d'inspecteur(rice) santé sécurité au travail (catégorie A+) à MONTREUIL (93)

L'adjoint à la sous-directrice mobilité, emplois et carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Date : 30/03/2016

Poste à pourvoir	**Coordinateur de l'évaluation scientifique des risques biologiques dans les aliments (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER)
Unité « évaluation des risques liés aux aliments » (UERALIM)

Missions / contexte

La Direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

L'unité « évaluation des risques liés aux aliments » a pour mission principale la coordination des travaux des collectifs d'experts et la production des évaluations des risques alimentaires d'origines biologique et chimique, sous la responsabilité d'un chef d'unité et de deux adjoints, pour chacune de ces spécialités.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité et en lien avec son adjoint pour la thématique des risques alimentaires d'origine biologique, le coordinateur scientifique assure le suivi scientifique des expertises en évaluation des risques biologiques dans les aliments.

Activités

A ce titre, il aura en charge de :

- Coordonner le traitement de saisines dans le cadre du comité d'experts spécialisés, ainsi que des groupes de travail ou des groupes d'expertise collective d'urgence qui y sont rattachés ;
- Assurer le suivi administratif (rédaction de compte-rendu, planification de réunions de travail, mise à disposition de documents pour les experts…) ;
- Contribuer à la production des avis scientifiques et rapports d'expertise de l'Anses dans le domaine des risques biologiques dans les aliments, sur la base des travaux d'expertise collective ;
- Animer des réunions d'experts ;
- Apporter un appui aux travaux d'expertise dans son domaine de compétence ;
- Réaliser des travaux bibliographiques ou de synthèse nécessaires au traitement de certaines saisines ou à la rédaction de rapports ;
- Assurer la veille scientifique, réglementaire et technique en lien avec les services concernés (service d'appui juridique, documentation) ;
- Participer à la valorisation des travaux d'expertise produits par l'agence au niveau national ou européen ;
- Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité.

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

BAC+3 minimum
Diplôme d'ingénieur ou master en microbiologie ou en sciences des aliments souhaité
Spécialisation souhaitée dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : hygiène alimentaire, évaluation des risques sanitaires, microbiologie des aliments.

Expériences similaires

Expérience souhaitée dans le domaine de l'évaluation des risques sanitaires.

Compétences

- Bonnes connaissances scientifiques et/ou techniques dans le domaine des risques biologiques dans les aliments (bactéries, virus, parasites) ;
- Connaissances en évaluation des risques sanitaires ;
- Bonne capacité rédactionnelle, expression orale, aptitude à synthétiser des avis et des rapports ;
- Capacité à travailler en équipe et en collaboration avec les experts auprès de l'Agence ;
- Maîtrise orale et écrite de l'anglais scientifique et technique ;
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office, logiciels statistiques) ;
- Aptitude organisationnelle, rigueur scientifique.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 20 avril 2016

Renseignements sur le poste : Moez SANAA, Chef de l'UERALIM (moez.sanaa@anses.fr, 01 49 77 22 25), Nathalie ARNICH, adjointe au chef d'unité/risques biologiques (nathalie.arnich@anses.fr, 01 56 29 55 70)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2016-026 à : recrutement@anses.fr

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Agence de Services et de Paiement - 2 rue du Maupas 87040 Limoges cedex 1

Directeur(rice)

Chargé(e) du Secrétariat Permanent du Comité de Gouvernance Informatique (SPCGI) et de la Mission de Gouvernance et de Sécurité des Systèmes d'Information (MGSSI)

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : F4826
Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel postes catégorie A : en cours</td><td>Cotation part fonction PFR : statut unifié : 5
Fonctionnaire : 5</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Opérateur de l'Etat, l'ASP dispose d'un système d'information sécurisé, puissant et évolutif, basé sur le tout internet, lui permettant de répondre aux besoins de ses donneurs d'ordre. La gouvernance du système d'information a pour objectif de créer les conditions d'une prise de décision efficace et pertinente pour diriger et contrôler son SI.
Le SPCGI est rattaché à la Mission de Gouvernance et de Sécurité des Systèmes d'Information. Cette mission regroupe également les activités du Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI).</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Garantir l'alignement du système d'information sur les besoins prioritaires « métier », en maîtrisant les coûts et les délais, et en veillant à la sécurité du système.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Assurer la responsabilité du secrétariat permanent du comité de gouvernance informatique.
Assurer le suivi et l'évolution du schéma directeur des systèmes d'information.
Assurer la coordination des activités de la mission avec le contrôle interne et l'audit interne, en lien étroit avec le RSSI.
Définir, faire valider, diffuser et maintenir la politique de sécurité des systèmes d'information.
Manager les équipes ;</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Interne : direction générale, directions régionales et directions métiers.
Externe : partenaires externes, ministères, instances de contrôle externes.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Architecture de système et conduite de projet ;
- Méthodes et outils de gestion des risques ;
- Normes internationales ISO 2700x, ISO 22301.</td><td>- Aptitude à diriger, organiser, animer et informer ;
- Capacité à décider, négocier et à s'exprimer en public ;
- Aptitude à manager ;
- Expérience confirmée en conduite de projet et architecture de système.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. François PROJETTI, Directeur Général Délégué
françois.projetti@asp-public.fr
M. Vincent CLAUDON, Secrétaire Général
vincent.claudon@asp-public.fr
M. Olivier LACOMBE, Directeur des Ressources Humaines
olivier.lacombe@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Conservatoire du littoral

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres recrute un(e) :

Chargé de mission Pilotage et analyse budgétaire au service Budget et contrôle de gestion (H/F)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 166 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est de protéger 320 000 ha en procédant à plus de 100 000 ha de nouvelles acquisitions. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral en métropole et outre mer. Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Description du poste à pourvoir

Au sein du secrétariat général, le service budget et contrôle de gestion assure la préparation et le suivi du budget de l'Etablissement public. Il assiste la direction, le secrétaire général ainsi que l'ensemble des services sur toutes les questions relatives à la programmation budgétaire, à l'utilisation des crédits et aux recettes.

Ce service doit répondre à une attente forte d'amélioration de la prévision budgétaire et de fiabilisation du suivi budgétaire de l'établissement. De façon plus conjoncturelle, le service doit satisfaire aux évolutions introduites par la réforme de gestion budgétaire et comptable publique portée par le décret du 7 novembre 2012 et à la mise en place d'un nouveau système d'information budgétaire et comptable dont la modernisation doit être poursuivie.

Le service est composé de trois agents : un chef de service (catégorie A), un chargé de mission « pilotage et analyse budgétaire » (catégorie A - poste à pourvoir) et un assistant en charge de l'exécution budgétaire (catégorie B).

Sous la responsabilité du chef de service, le chargé de mission devra :

- développer les outils de pilotage et de dialogue de gestion avec les délégations de rivages et les services nationaux (budgets d'investissement et de fonctionnement)
- assurer un appui à la préparation budgétaire et au pilotage de l'exécution
- contribuer aux travaux d'amélioration des processus et de modernisation du système d'information budgétaire et comptable
- développer l'analyse budgétaire et le contrôle de gestion et conduire des actions de contrôle interne budgétaire
- ponctuellement, il pourra être amené à assurer la suppléance sur l'exécution budgétaire afin d'assurer la continuité du service.

L'objectif poursuivi est la fiabilité et qualité de l'information financière afin d'améliorer le pilotage et le dialogue de gestion avec les délégations dans un esprit pragmatique, plutôt que de contrôle.

Pilotage budgétaire et contrôle de gestion
- Développement et production régulière de tableaux de pilotage budgétaire et financier
- Suivi de la trésorerie
- Analyses ponctuelles (évolution des produits du domaine et des encaissements de DAFN…)
- Suivi et analyse de certaines dépenses (frais de mission, études…)

Contrôle interne budgétaire et amélioration des processus
- Formalisation des procédures budgétaires
- Cartographie des processus budgétaires, identification des risques et mise en œuvre des actions de contrôle
- Participation aux travaux de poursuite de l'amélioration des procédures et des systèmes d'information budgétaire et comptable

Appui à la programmation et au pilotage de l'exécution
- Analyse des tableaux de programmation et participation au processus de dialogue de gestion
- Assistance aux délégations et aux services nationaux en matière de suivi budgétaire (DGPAT, délégation Communication – mécénat…)

Exécution budgétaire
- Saisie ponctuelle d'opérations de dépense (engagements juridiques), de recette (émission de titre) et d'ordres de comptabilisation dans le logiciel budgétaire

Description des compétences

- Connaissances en matière budgétaire et comptable
- Expérience souhaitée en matière de gestion des dépenses publiques et des aspects budgétaires
- Autonomie et très bonne maitrise des logiciels bureautiques
- Capacité d'organisation, de rigueur et de méthode
- Sens avéré des contacts et des relations humaines
- Etre force de proposition afin d'améliorer les pratiques professionnelles
- Ouverture d'esprit

Caractéristique du poste

Poste de catégorie A ouvert, en détachement, aux fonctionnaires des trois fonctions publiques
Les candidats non-fonctionnaires, reconnus travailleurs handicapés, peuvent également accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est vacant. Il est à pourvoir dès que possible. Il est localisé à Rochefort

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation+dernier arrêté de situation administrative) sont à adresser **au plus tard le 30 avril 2016** :

Soit par courrier à :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr - Rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste :
Sylvain VERDIER, responsable du service Budget et contrôle de gestion, tél : 05 46 84 72 94
courriel : s.verdier@conservatoire-du-littoral.fr

République française

Conservatoire du littoral

FICHE DE POSTE
Chargé de mission au sein du pôle patrimoine Délégation Corse (H/F)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui près de 165 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est de protéger 320 000 ha en procédant à plus de 100 000 ha de nouvelles acquisitions. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral en métropole et Outremer. Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

La délégation du Conservatoire du littoral pour la Corse est basée à Bastia avec 1 antenne à Ajaccio. Elle est actuellement constituée d'une équipe de 10 personnes.

Description du poste

Au sein de la délégation, le chargé de mission met en œuvre les missions de propriétaire du Conservatoire du littoral sur un secteur géographique de la Haute Corse. De façon secondaire, il assure également une mission thématique transversale au sein de l'équipe de la délégation.

Description des missions

En Haute Corse, le Conservatoire a confié la gestion de son domaine au Département de la Haute Corse. Sur certains sites, cette gestion peut aussi être déléguée à une association ou une commune. Dans le secteur géographique (qui reste à déterminer) sur lequel il intervient, le chargé de mission géographique exerce les missions suivantes :

En matière d'ingénierie de gestion :

- Il assure le suivi de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation des documents de planification de la gestion (plans de gestion, plans d'intention paysagères ou autres) ;
- Il met en place et anime les comités de gestion locaux en partenariat avec le gestionnaire et les communes concernées et anime les processus de concertation locale ;
- Il favorise une dynamique de gestion du site en relation avec le gestionnaire et les autres acteurs impliqués dans la gestion ;
- Il négocie, établit et suit les conventions d'usage et d'occupation ;

- Il suit les éventuels contentieux ;
- Il maintient un bon tissu relationnel avec l'ensemble des acteurs locaux ;
- Il appuie de façon continue le gestionnaire et ses gardes du littoral dans les missions de gestion ainsi que dans la préparation et l'évaluation des programmes d'intervention.

En matière de restauration et d'aménagement :

- Il évalue les besoins en matière de restauration et d'aménagement sur les sites : restauration de milieux, organisation de l'accueil du public, restauration et mise en valeur du patrimoine bâti, etc. ;
- Il assure la préparation, la programmation, et le suivi de la mise en œuvre des programmes de restauration et d'aménagement ;
- Il élabore et suit les dossiers de financement et les procédures d'autorisation de travaux ;
- Il suit les procédures d'attribution de marchés publics ;
- Il représente le Conservatoire du littoral sur le terrain auprès des maîtres d'œuvre et des entreprises réalisant des travaux pour le compte de l'établissement.

En matière d'intervention foncière :

Il apporte des conseils au délégué, au délégué adjoint et à la chargée de mission du pôle foncier dans le cadre de la politique d'intervention foncière : veille active sur les opportunités d'acquisition et amorce de la négociation.

Pour exercer ces différentes activités, le chargé de mission est amené à utiliser les outils de la cartographie et du SIG.

Missions transversales :

Le chargé de mission peut être amené à remplir des missions transversales en relation fonctionnelle avec l'ensemble de l'équipe de la délégation. Les thématiques de ces missions sont à définir en fonction des compétences du candidat et dans le cadre d'une complémentarité avec les chargés de mission de l'équipe (exemple : police de l'environnement, usages cynégétiques et agricoles, gestion souple du trait de côte, patrimoine bâti…).

<u>Relations hiérarchiques et fonctionnelles</u>

Le chargé de mission est placé sous l'autorité hiérarchique du délégué de rivages et sous l'autorité fonctionnelle de la déléguée adjointe. En interne, il est en relation fonctionnelle avec l'ensemble des agents de la délégation et des services nationaux de l'établissement. En externe, il exécute sa mission en contact avec les administrations, les collectivités territoriales, les personnels des gestionnaires, les gardes, les usagers, les maîtres d'œuvre et les entreprises.

<u>Profil et compétences requises</u>

Compétences requises :

- formation en ingénierie de l'environnement
- solide expérience professionnelle dans le domaine de l'aménagement du territoire et la gestion des milieux naturels
- connaissance des procédures de marchés publics
- connaissance des écosystèmes méditerranéens
- connaissance du fonctionnement des institutions et structures partenaires (administrations, établissements publics, collectivités territoriales, associations etc…)
- qualités relationnelles et d'organisation
- aptitude au travail en équipe et en réseau
- aptitudes à la négociation, à la médiation et à la conduite de projet
- connaissances informatiques : maîtrise de Windows et des outils bureautiques, et du logiciel de système d'information géographique ArcGIS

- bonne expression orale et écrite
- sens de l'autonomie et de l'initiative
- Permis B

L'agent recruté est amené à se déplacer fréquemment.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A à temps complet (chargé de mission dans le référentiel des métiers de l'établissement) : fonctionnaire en détachement ou agent contractuel (CDI).
Les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir **à compter du 1er juillet 2016**. Il est localisé à Bastia au sein de la délégation Corse du Conservatoire du littoral.

Dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV + lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires) sont à adresser **au plus tard le 30 avril 2016**.

Soit par courrier à :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
Corderie Royale – CS 10137 – 17306 Rochefort cedex
Tel. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste

Monsieur Michel MURACCIOLE, délégué de rivages
m.muracciole@conservatoire-du-littoral.fr

Madame Bénédicte BENOIT SISCO, déléguée adjointe
b.benoit-sisco@conservatoire-du-littoral.fr

Tel. 04 95 32 38 14

République française

Conservatoire du littoral

FICHE DE POSTE

Chargé de mission
au sein du pôle patrimoine
Délégation Provence-Alpes-Côte d'Azur
(H/F)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui près de 166 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est de protéger 320 000 ha en procédant à plus de 100 000 ha de nouvelles acquisitions. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral en métropole et Outremer. Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Le délégation PACA est composée de 12 agents et intervient sur les départements des Alpes Maritimes, des Bouches du Rhône et du Var. Sur le territoire de la délégation, le Conservatoire est propriétaire de près de 37 000 ha, répartis sur 70 sites.

Description du poste

Sous la responsabilité de la responsable du pôle patrimoine (en charge de la gestion et de l'aménagement des sites), et en lien étroit avec les gestionnaires, les partenaires et les usagers des sites, le chargé de mission met en œuvre la politique régionale du Conservatoire sur le secteur géographique de l'ouest des Bouches du Rhône avec des sites caractérisés par l'importantes zones humides, notamment des étangs, marais et lagunes méditerranéennes.

Description des missions

En matière d'ingénierie de gestion :

- Il suit l'élaboration des plans de gestion et autres documents de planification et assure le suivi de leur application
- Il participe à la mise en place de comités de gestion, coordonne et anime les processus de concertation locale en relation avec le délégué
- Il élabore et contrôle la mise en application des conventions de gestion, d'usages et d'occupation des sites
- Il participe et représente le Conservatoire dans les démarches territoriales en cours sur le secteur concerné (comités techniques, comités de pilotage Natura 2000…)

- Il participe à la mise à jour des bases de données de la délégation.

En matière de restauration et d'aménagement :
- Il rédige les cahiers des charges de travaux ou de prestations en amont des consultations, et réalise les analyses techniques dans les attributions de marchés, en lien avec l'unité administrative et financière de la délégation
- Il suit les chantiers et les prestations sous maîtrise d'ouvrage Conservatoire du littoral, en lien avec les gestionnaires et les éventuels maîtres d'œuvre
- Il assiste les gestionnaires dans leurs tâches techniques et les conseille dans leur choix
- Il fait remonter les besoins des gestionnaires dans le cadre des marchés nationaux du Conservatoire (signalétique, équipements extérieurs)

En matière d'intervention foncière :
Il apporte des conseils au délégué, à la déléguée adjointe et à la responsable de la mission foncière dans le cadre de la politique d'intervention foncière.

Pour exercer ces différentes activités, le chargé de mission est amené à utiliser les outils de la cartographie et du SIG et apporter un soutien au référent SIG de la délégation en matière de production de cartographie.

Missions transversales :
Le chargé de mission peut être amené à remplir des missions transversales en relation fonctionnelle avec l'ensemble de l'équipe de la délégation. Les thématiques de ces missions sont à définir en fonction des compétences du candidat et dans le cadre d'une complémentarité avec les chargés de mission de l'équipe (exemple : police de l'environnement, usages cynégétiques et agricoles, gestion souple du trait de côte, patrimoine bâti…).

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le chargé de mission est placé sous l'autorité directe de la responsable du pôle patrimoine (en charge de la gestion et de l'aménagement des sites). Il est en relation fonctionnelle avec l'ensemble des agents de la délégation et avec les services nationaux de l'établissement.

Profil et compétences requises

Compétences requises :
- formation en ingénierie de l'environnement
- connaissance des écosystèmes méditerranéens et notamment des zones humides
- connaissance du fonctionnement des institutions et structures partenaires (administrations, établissements publics, collectivités territoriales, associations etc…)
- qualités relationnelles et d'organisation
- aptitude au travail en équipe et en réseau
- aptitudes à la négociation, à la médiation et à la conduite de projet
- connaissances informatiques : maîtrise de Windows et des outils bureautiques, et du logiciel de système d'information géographique ArcGIS
- bonne expression orale et écrite
- sens de l'autonomie et de l'initiative
- Permis B

L'agent recruté est amené à se déplacer fréquemment.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A à temps complet (chargé de mission dans le référentiel des métiers de l'établissement) : fonctionnaire en détachement ou agent contractuel (CDI).

Les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir **à compter du 1er juillet 2016**. Il est localisé à Aix-en-Provence au sein de la délégation PACA du Conservatoire du littoral.

Dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV + lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires) sont à adresser **au plus tard le 30 avril 2016**.

Soit par courrier à :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
Corderie Royale – CS 10137 – 17306 Rochefort cedex
Tel. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste

Monsieur François FOUCHIER, délégué de rivages PACA
f.fouchier@conservatoire-du-littoral.fr

Madame Myriam GRANIER, responsable du pôle patrimoine
m.granier@conservatoire-du-littoral.fr

Tel. 04 42 91 64 10

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Ecole Nationale Supérieure de Paysage de Versailles – AgroParisTech – École Nationale Vétérinaire d'Alfort
Poste basé à l'École Nationale Supérieure de paysage de Versailles
10, rue du maréchal Joffre 78000 Versailles

Responsable de la fonction mécénat de l'École nationale supérieure de paysage de Versailles (F/H)

N° du poste : **Catégorie : A+, contractuel de haute technicité**		
Présentation de l'environnement professionnel	Les établissements d'enseignement supérieur de paysage, agronomique ou vétérinaire franciliens sont détenteurs d'un patrimoine important. L'École nationale supérieure de paysage de Versailles (ENSP) située dans le périmètre inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO a notamment en gestion : - Le site historique du Potager du Roi, classé depuis 1926 à l'inventaire des monuments historiques (9 ha de jardins, conçus par Jean-Baptiste de La Quintinie, et intégrés dans le dessin du grand Parc de Le Nôtre, exploités sur le plan agricole) ; - Des bâtiments (pavillons Hardy, La Quintinie, Figuerie) et des terrasses dessinés par Jules Hardouin-Mansart. AgroParisTech, à travers Grignon, berceau de l'agronomie moderne, a hérité de planches botanique et d'équipements scientifiques et techniques dont la valeur historique est considérable. L'École nationale vétérinaire d'Alfort (ENVA) a la charge d'un des plus anciens musées de France, le musée Fragonard, et de l'une des plus importantes collections vétérinaires d'objets anatomiques, à l'échelle mondiale. L'ENSP, AgroParisTech et l'ENVA ont conservé des fonds d'ouvrages anciens d'un grand intérêt, scientifique, bibliophilique et artistique. La conservation et la valorisation de ce patrimoine fait partie des missions de ces établissements. Elles contribuent à leur image de marque, protégée aujourd'hui par des « marques » INPI : Le Potager du Roi –Versailles, La Villa Le Nôtre, AgroParisTech et Alfort. La valorisation de ce patrimoine historique, qui fait actuellement l'objet pour le réseau des écoles d'une mission conjointe (CGAEER, IGAC) sur le patrimoine scientifique et technique ancien, doit être développée et appuyé par la mobilisation du mécénat	
Objectifs du poste	Organiser la fonction mécénat et de communication au sein de l'ENSP, en lien avec la protection et la valorisation de son patrimoine culturel et historique, et avec le développement de ses projets scientifiques. Faire du mécénat un élément de partenariat et de dialogue entre les établissements et leur environnement économique et institutionnel Le responsable du poste sera évalué sur des objectifs financiers de levées de fonds (« fundraising »). Une fois cette fonction installée (18 mois à 2 ans) à l'ENSP de Versailles et suivant la logique de réseau mise en place à l'issue de la mission CGAEER/IGAC, le responsable de la fonction mécenat pourra être sollicité par les directeurs des deux autres écoles pour contribuer aux actions de mécénat de l'ENVA et du patrimoine ancien d'AgroParisTech, et associé, en tant que de besoin, aux équipes de direction des deux écoles.	
Description des responsabilités et des missions à exercer	– Recherche les mécènes et construit les projets de partenariat portant sur la restauration immobilière, la valorisation des collections et sur le soutien aux activités de création et de recherche ; – Participe en amont à l'élaboration des projets scientifiques et culturels susceptibles de bénéficier du mécénat ; – Mène une veille sur l'évolution de la pratique mécénale, et fait toute proposition qu'il juge utile à la promotion et à la consolidation des activités de l'école – Est l'interlocuteur des associations qui œuvrent à la promotion du Potager du Roi et de l'ENSP ; – Assure l'animation des relations avec les mécènes, en particulier l'organisation des manifestations et des services qui leur sont dédiés ; – Représente l'ENSP dans les réseaux institués de mécènes. Le responsable de la mission « mécénat est positionné au sein de l'équipe de direction de l'ENSP » et rattaché au directeur de l'école.	
Champ relationnel du poste	Ensemble des responsables de l'école (chefs de services, chefs de département, responsables de programmes). Ensemble des partenaires économiques et institutionnels de l'école.	
Compétences attendues	Expérience dans le domaine de la levée de fonds ; Connaissance des règles de gestion publique ; Aptitude à conduire des projets complexes ; Capacité à communiquer, à vulgariser des projets ; Sensibilité aux sujets du paysage, de l'agronomie de la médecine et du patrimoine, et plus globalement aux questions scientifiques et culturelles portées par les écoles ; Bilingue anglais.	
Personnes à contacter/ recrutement	M. Vincent PIVETEAU Directeur de l'ENSP - Tél. : 01.39.24.62.02 Mél : v.piveteau@ecole-paysage.fr	Le recrutement fera l'objet d'un comité de sélection. Le dossier de candidature (CV, lettre de motivation) est à adresser à l'ENSP : (a.dross@ecole-paysage.fr, m.issaly@ecole-paysage.fr) avant le 31 mai 2016

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
FranceAgriMer
12, rue Henri Rol-tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Secrétariat général / Arborial

Adjoint(e) au chef du service Arborial

N° appel à candidature : 160401
Catégorie A

Cotation parcours professionnel : sans objet	**Cotation part fonction PFR : 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**

Poste susceptible d'être vacant
Localisation : Montreuil (93)

Présentation de l'environnement professionnel	Le service Arborial, rattaché au secrétariat général de FranceAgriMer, est composé de 3 unités. Il assure pour FranceAgriMer et pour les autres établissements ou structures locataires du bâtiment Arborial les missions de service commun et particulier de FranceAgriMer, la gestion technique et physique du bâtiment. Dans le cadre de ses missions, il met en œuvre une politique de développement durable. Le service anime et participe aux différents dispositifs de concertation ou de gestion.	
Objectifs du poste	Assister le chef du service dans l'ensemble des missions de gestion administrative, logistique, financière et budgétaire du service Arborial.	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Participer au pilotage de la structure. Encadrer et animer l'équipe de collaborateurs. Assurer l'interface avec les autres structures pour ce qui relève du périmètre de fonctionnement du service. Assurer la gestion financière et logistique de l'ensemble des moyens généraux du bâtiment particulièrement sur les sujets sécurité et environnement du travail. Contribuer à la gestion du patrimoine mobilier et immobilier du site (gérer l'achat public, suivre les prestations et documents contractuels).	
Champ relationnel du poste	Les SG des établissements/structures du site, le SG MAAF, les directions/missions de l'établissement, l'ISST, les conseillers et assistants de prévention, les prestataires…	
Compétences liées au poste	**Savoirs/Connaissances :** - Bases des règlementations : sécurité environnement du travail, marchés publics, budgétaire et comptable ; - Politiques publiques en matière de fonctionnement ; - Techniques spécifiques liées à la gestion d'immeuble.	**Savoir-faire/Maîtriser :** - Travailler en réseau et conduire des projets ; - Animer et superviser ; - Mettre en œuvre des procédures de suivi des engagements contractuels ; - Maîtrise des outils bureautiques ; - Sens des relations humaines ; - Autonomie ; - Rigueur ; - Capacité d'initiative ; - Réactivité.
Personnes à contacter	SOLER Patrick, secrétaire général adjoint – Tél. : 01.73.30.22.30 patrick.soler@franceagrimer.fr LE FAUCHEUR Philippe, chef du service Arborial – Tél. : 01.73.30.34.41 philippe.le-faucheur@franceagrimer.fr Dany GAIGNIOT, chef de l'unité développement des RH – Tél. : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr	

Date limite de dépôt de candidature : 29 avril 2016

Data-manager et gestionnaire de bases de données SAS

AU SERVICE DES ENQUETES ET DES SONDAGES (H/F)

CATEGORIE A ; BAP E

Par voie de détachement ou contractuel

Descriptif de la structure

L'Institut national d'études démographiques (INED) est un Établissement public scientifique et technologique (EPST). A vocation interdisciplinaire, l'INED a pour principale mission l'étude des populations sous tous leurs aspects. Pour plus d'informations http://www.ined.fr/fr/.
Le service des enquêtes et sondages est un des services d'appui à la recherche de l'INED. Il est composé d'une quinzaine de personnes. Ses missions centrales s'articulent autour des activités de collecte de données, quantitatives comme qualitatives, depuis la conception de questionnaires jusqu'à la mise en forme finale des fichiers de données. A ce titre, il participe aux enquêtes réalisées par les chercheurs de l'Institut, et notamment aux opérations de collecte. Le service joue également un rôle de réflexion méthodologique et de veille sur les protocoles et les techniques innovantes en matière d'enquêtes en sciences sociales. Enfin, il s'occupe de la mise à disposition des enquêtes de l'INED. L'ensemble de ces activités conduit à des travaux de valorisation méthodologique et scientifique.

Missions

Dans le cadre du Service des enquêtes et sondages, la personne fournira une assistance de missions de courte durée dans le cadre de projets de recherche, dans les domaines suivants :

- Qualité des données : Intégration de données, contrôle, apurement, redressement et validation de la qualité des données.
- Programmation : Création et recodification de variables, Gestion de fichiers, création de variables synthétiques socio-démographiques.
- Aides aux analyses exploratoires, tests, détection de valeurs aberrantes.

Le titulaire participera également aux activités collectives du service (réunions, journée de service, etc.).

Descriptif du poste

- Tâches de gestion de fichiers d'enquêtes et développements d'applications (programmation) dans le cadre de demandes issues de projets de recherche, avec notamment pour finalités la préparation des données pour des traitements statistiques et la valorisation des résultats.
- Apurement, traitement et extraction des données (recherche, recueil, analyse, diffusion, classement, documentation, suivi) en vue de la réalisation des livrables de projets d'enquêtes.
- Prendre en charge des interventions statistiques exploratoires ponctuelles dans le cadre de projets de recherche diversifiés.

Contrat proposé – Rémunération

- CDD 12 mois à pourvoir le 16 mai 2016
- Salaire brut mensuel : 2049 € à 2344 € suivant conditions d'ancienneté.
- Le lieu de travail se situe à Paris 20ème arrondissement

Compétences

- Connaissance approfondie de la programmation en SAS et du langage Macro
- Connaissance générale du domaine scientifique suffisante pour programmer la réalisation d'une chaîne de traitement de données
- Connaissance des principes généraux de la programmation structurée
- Avoir un esprit de synthèse et savoir rédiger. Une fiche de synthèse sur les travaux effectués sera demandée pour chaque intervention.
- Maîtriser l'anglais technique et scientifique du domaine.

Profil du candidat

- Diplôme exigé : Licence Professionnelle.
- Une expérience de participation à des projets d'enquête est souhaitable
- Formation STID.

Contact : Merci d'envoyer votre candidature (cv et lettre de motivation) **avant le 29 avril 2016** sous la référence « SES » à l'adresse email : luc.caron@ined.fr

Directeur des Ressources Humaines

Corps / Grade : administrateur civil ou ingénieur des ponts, des eaux et des forêts

Conditions de travail :

Mode de travail : Horaire de bureau (cadre dirigeant)

Poste à temps incomplet : non

Contraintes liées au poste :

Susceptible d'être soumis à astreinte : Oui

Déplacements : Oui

Brigadiste non

Mission de l'équipe de rattachement du poste :

Météo-France est un Etablissement public administratif national, placé sous la tutelle du ministère nde l'écologie et du développement durable, qui emploie 3300 agents.
La Direction des ressources humaines fait partie de la Direction générale de Météo-France, et est directement rattachée à président directeur général.
Elle propose et met en oeuvre la politique ressources humaines de Météo-France.
Elle assure la gestion de l'ensemble des personnels de l'Etablissement.
Elle compte environ 60 agents.

Définition des missions :

Le directeur des ressources humaines définit et pilote la mise en œuvre de la politique des ressources humaines de Météo-France, en fonction des orientations stratégiques de l'établissement.
Il est membre du comité de direction générale, et participe à l'élaboration des orientations stratégiques de l'Etablissement.

Activités du poste :

- Pilotage de la définition et de la hiérarchisation des besoins d'emploi, élaboration du budget des personnels et suivi de la masse salariale, en lien avec le Secrétariat général, allocation et suivi des effectifs au regard des politiques et des missions des services.
- Coordination du dialogue social.
- Définition et mise en œuvre de la politique de recrutement, de formation, de promotion, d'affectation et de rémunération.
- Proposition et mise en oeuvre des mesures sociales en faveur des personnels, et des réformes statutaires ou indemnitaires.
- Pilotage et mise en œuvre de l'action sociale et médicale et des actions de prévention des risques professionnels.
- Pilotage de la politique de santé et securité au travail.
- Pilotage des diverses procédures de gestion des personnels.
- Gesiton des relations avec les partnaires dans le domiane (DRI et DRH du MEDDE, DGAFP, DB et DGAC, principalement)
- Animation du réseau de gestion RH de l'Etablissement.

Localisation géographique du poste : Saint-Mandé

Supérieur hiérarchique : Président Directeur général

Compétences (savoir, savoir faire souhaités ou à acquérir) :

Connaissances de base :

Nom de la compétence prévue (figurant au référentiel des compétences – rubrique « connaissances de base »)	Requise (R) ou Préférée (P)	Niveau (1, 2, 3 ou 4)
Connaissance du contentieux de la gestion des agents publics	R	3
Connaissance de la gestion RH dans la fonction publique	R	4
Conn analyse des comportements et sociologie des organisations	R	2
Connaissance de l'activité et des métiers de Météo-France	P	3
Connaissance de l'Etat et des collectivités territoriales	R	3
Connaissance de l'organisation de Météo-France	P	4

Savoir-faire généraux :

Nom de la compétence prévue (figurant au référentiel des compétences – rubrique « savoir-faire généraux »)	Requise (R) ou Préférée (P)	Niveau (1, 2, 3 ou 4)
Savoir animer une équipe	R	4
Savoir identifier et analyser les enjeux	R	3
Savoir négocier	R	4
Savoir communiquer oralement	R	4
Savoir planifier des actions	R	3
Savoir gérer un projet	R	3
Savoir rédiger	R	3
Savoir conduire une réunion	R	4
Savoir organiser un système de remontées d'informations	R	3

Connaissances appliquées :

Nom de la compétence prévue (figurant au référentiel des compétences, rubrique « connaissances appliquées »)	Requise (R) ou Préférée (P)	Niveau (1, 2, 3 ou 4)
Connaissance formation initiale et continue	P	3
Connaissance des processus de gestion et de règlementation des personnels publics	P	4
Savoir utiliser les outils de type SIRH	P	2
Connaissance des statuts particuliers des agents de Météo-France	P	3

Aptitudes :

Nom de la compétence prévue (figurant au référentiel des compétences – rubrique « aptitudes »)	Requise (R) ou Préférée (P)	Niveau (1, 2, 3 ou 4)
Esprit d'écoute	R	3
Esprit d'initiative	R	3
Réactivité	R	3
Rigueur	R	3
Sens de l'innovation	R	3
Sens de l'organisation	R	3
Sens des responsabilités	R	3
Sens des relations humaines (contact, communications,…)	R	3

Personnes à contacter : - Jean-Marc Lacave , président directeur général (jean-marc.lacave@meteo.fr)
- Yve Ferry-Delétang, directeur des ressources humaines (yve.ferry-deletang@meteo.fr)

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Office National des Forêts
Direction territoriale Sud-ouest
Agence Territoriale des Hautes Pyrénées
Centre Kennedy - BP 1312
65009 TARBES CEDEX

Chef(fe) du service forêt – Adjoint(e) au directeur d'agence des Hautes Pyrénées

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : 13707

Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel : A2</td><td>Cotation part fonction PFR :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Département des Hautes-Pyrénées composé de 11 forêts domaniales pour une surface de 7 000 ha, 312 forêts communales pour une surface de 66 122 ha et 6 forêts privées pour une surface de 764 ha . Contexte de montagne avec enjeux multifonctionnels forts : enjeux environnementaux, touristiques et sociaux. Récolte annuelle moyenne de 130 000 m3.

Agence comprenant 38 postes de chefs de triage (techniciens forestiers) regroupés en 3 unités territoriales, un Service Forêt de 12 personnes structuré en 3 pôles (Aménagement, Suivi Aménagement, SI-Foncier) avec le soutien de 2 Assistantes spécialisées, un Service Bois de 3 personnes dont le Responsable est mutualisé avec l'Agence des Pyrénées-Atlantiques.

La Chasse et la Pêche sont gérées directement par le DA.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Durée souhaitable au poste :</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Le Service Forêt assure la mise en oeuvre de :
- Elaboration des aménagements sous l'autorité du Responsable du Pôle Aménagement et avec les 4 chefs de projet ;
- Suivi des Aménagements avec le responsable : Programmation des travaux (Chef Service), les états d'assiette et prévisions de récolte, BDR, Bilans périodiques ;
- Système d'Information et SIG et Gestion Foncière sous l'autorité du Responsable du Pôle SI-Foncier et avec les 2 géomaticiens ;
- Suivi et Pilotage des Travaux et Conventions.

En outre, ce Service apporte le soutien aux UT sur TECK et en matière d'ingénierie financière, de Marchés Publics et assume la réalisation des projets complexes. Une compétence en matière de pastoralisme reste à structurer.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Elus
Services de l'Etat</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Compétences forestières affirmées ;
Connaissance ingénierie financière ;
Fonctionnement en projet.</td><td>Sylviculture ;
Marchés publics.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Eric Constantin, directeur d'agence</td></tr>
<tr><td>Délai de candidature</td><td colspan="2">Les candidatures (CV et lettre de motivation) sont à adresser à Eric Constantin (eric.constantin@onf.fr) avec copie à Virginie Veau (virginie.veau@onf.fr) impérativement avant le 21 avril 2016, délai de rigueur.
Poste susceptible d'être proposé dans le cadre d'un retour de détachement.</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Office national des forêts – Direction générale
12, rue Henri Rol Tanguy - 93555 Montreuil-sous-Bois

Inspecteur(rice) santé sécurité au travail

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : 15196
Catégorie A+ : IPEF confirmé, ICPEF, IDAE confirmé, AAP confirmé, AAHC</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation : A3</td><td></td></tr>
<tr><td colspan="3">Situation du poste : vacant
Localisation du poste : Montreuil - poste délocalisable</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'inspection générale (IG) est un service rattaché au directeur général d'audit interne, d'expertise et d'inspection, notamment en matière de SST. Il travaille notamment en lien avec le département qualité et simplification pour ce qui concerne les audits internes.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">L'inspecteur santé et sécurité au travail est placé auprès de l'inspection générale de l'Office national des forêts pour exercer, en liaison directe avec la direction des ressources humaines, ses missions sur tout le territoire national et l'outre-mer.
Il s'assure, à l'occasion de visites régulières effectuées dans les sites et chantiers, de la bonne application des règles de santé et de sécurité au travail, et de leur cohérence entre les différents services.
Il conseille le directeur général, les directeurs territoriaux /régionaux/travaux et les CSRHT, en lien avec la direction des ressources humaines et le médecin national de prévention.
Il intervient comme médiateur entre les DT et les CTHSCT, voire entre les agents eux-mêmes dans le cadre d'une prévention des RPS.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Pilote une activité / un projet. Décline la commande, le cahier des charges en plan d'actions. Met en place l'organisation, les moyens de production et l'équipe nécessaires. Organise le plan de charge et suit la réalisation. Effectue le bilan.
Assure une veille sur son périmètre d'intervention.
Apporte assistance, conseil et expertise. Conseille et apporte une assistance technique à des utilisateurs, clients, services.
Anime un réseau. Collecte et diffuse l'information, l'actualité concernant l'activité du réseau. Anime les échanges d'expérience. Organise des réunions de pilotage de l'activité. Apporte une expertise.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Alternance de travail de bureau et de visites sur le terrain.
Déplacements importants à prévoir.
Nombreuses relations internes et externes.

Respect de règles de confidentialité
Horaires contraignants.
Déplacements fréquents.

Contact avec un public très hétérogène : Entreprises publiques et privées, Inspection du travail, Médecine du travail/de prévention, Ministères, Organismes sociaux.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoir-faire :</td><td>Connaissances :</td></tr>
<tr><td>- Savoir évaluer et analyser les risques ;
- Savoir établir un diagnostic et un plan d'activités ;
- Savoir réaliser une inspection ;
- Savoir s'inscrire dans un travail d'équipe ;
- Savoir réfléchir sur sa pratique (contrôler, conseiller, informer) ;
- Savoir rendre compte (rapport de visite, rapport d'activité) ;
- Savoir rédiger des rapports d'inspection, des rapports d'audit, etc.
- Savoir s'exprimer avec pédagogie ;
- Savoir maintenir une relation de qualité et d'écoute avec ses</td><td>- Expérience professionnelle souhaitée en SST dans le secteur public ou privé ;
- Connaître les bases des systèmes de management, de l'organisation du travail, de la psychologie du travail, de l'ergonomie ;
- Connaître la réglementation du domaine santé et sécurité au travail ;
- Connaître l'organisation de la santé et sécurité au travail dans la fonction publique de l'Etat et dans son administration d'exercice ;
- Connaître les techniques d'analyse de risques et d'analyse</td></tr>
</table>

	interlocuteurs ; - Savoir formuler des préconisations adaptées et opérationnelles ; - Savoir mettre en œuvre les techniques de retour d'expérience.	des accidents ; - Connaître les techniques de retour d'expérience (accidents du travail) ; - Connaître les techniques de contrôle, d'enquêtes et d'audit.
Personnes à contacter	Olivier Soulères (olivier.souleres@onf.fr) ou Philippe Demarcq (philippe.demarcq@onf.fr)	
Délai de candidature	Le dossier de candidature (CV + lettre de motivation) est à adresser à Olivier Soulères et Philippe Demarcq, avec copie à Virginie Veau (virginie.veau@onf.fr) et Julien Lefèbvre (julien.lefebvre@onf.fr), avant le vendredi 29 avril 2016.	